



HAL
open science

1940 : l'année zéro

Édouard Sill

► **To cite this version:**

Édouard Sill. 1940 : l'année zéro. 100 ans de parti communiste français, Le Cherche Midi, pp.46-47, 2020, 978-2-7491-6647-6. hal-04025243

HAL Id: hal-04025243

<https://hal.science/hal-04025243>

Submitted on 6 Apr 2023

HAL is a multi-disciplinary open access archive for the deposit and dissemination of scientific research documents, whether they are published or not. The documents may come from teaching and research institutions in France or abroad, or from public or private research centers.

L'archive ouverte pluridisciplinaire **HAL**, est destinée au dépôt et à la diffusion de documents scientifiques de niveau recherche, publiés ou non, émanant des établissements d'enseignement et de recherche français ou étrangers, des laboratoires publics ou privés.

1940

L'année zéro

Le mouvement communiste français, désormais clandestin et enfermé dans la stricte dénonciation d'une guerre dite « interimpérialiste », aborde 1940 dans une situation d'extrême fragilité. Après une Drôle de guerre traversée dans la répression, la division et la proscription, les communistes français doivent faire face une nouvelle fois à un contexte totalement inattendu et délétère : l'effondrement du pouvoir et des armées françaises, et l'instauration d'un régime d'extrême-droite, en devant suivre à la lettre une ligne attentiste intenable.

17 juin 1940, des millions de Français fuient sur les routes l'avancée des armées allemandes, le front est rompu. Le Maréchal Pétain demande l'instauration d'armistice, s'en est fini : la France est vaincue. Le lendemain, par la radio britannique, un général de brigade pratiquement inconnu enjoint les Français de ne pas laisser s'éteindre la « flamme de la résistance française ». Bien rares sont alors ceux qui saisissent cet appel, mais, dans toute la France défaite, beaucoup en partagent l'esprit et la lettre. Où sont alors les communistes ? En prison pour certains, parlementaires ou simples militants. Aux armées aussi, mobilisés, et bientôt dans les Stalags, comme beaucoup. Pour les autres, ils et elles sont aussi dans la défaite et le deuil. À Paris, des cadres esquissent un dialogue avec l'occupant, dans l'illusoire tentative de convenir à des directives impropres. Reçues le 22 juin, il fallait saisir la « moindre possibilité favorable » pour relancer au grand jour les activités du Parti, à commencer par la presse. Il fallut donc « négocier ». L'initiative trouva en Otto Abetz, bientôt nommé ambassadeur d'Allemagne en France, un fervent soutien, trop heureux de la compromission en cours. Avant même que les rencontres n'eussent tourné court, les services allemands éditaient leur propre « journal ouvrier » : *La France au Travail*. Certes, ailleurs, des tracts signés du PCF renouaient avec les accents antifascistes d'hier : « Le fascisme peut être vaincu et il le sera » écrivait Charles Tillon, mais sans proposer d'autre chemin dans la nuit.

Amoindri, affaibli et interdit, le mouvement communiste français est en crise et se trouve en juin 1940 dans une position périlleuse. Maurice Thorez, exfiltré de France sur ordre de l'Internationale Communiste afin de contrevenir à son arrestation, et ce, tandis qu'il était aux armées, était à Moscou avec André Marty. Jacques Duclos et Maurice Tréand, réfugiés à Bruxelles, regagnent quant à eux Paris. Jean Catelas et Gabriel Péri demeurent dans la capitale tandis que la direction s'est mise au vert dans le Limousin : Benoît Frachon, Arthur Dallidet, Victor Michaut et Mounette Dutilleul. Dispersé, le Parti est également divisé depuis le début de l'année. Marcel Gitton, en troisième position sur l'organigramme, a rompu. Gabriel Péri hésite, Marcel Cachin s'est éloigné de Paris. Du bout des lèvres, le vieux communiste se contente d'assurer de son soutien à la « politique juste » de l'Union

soviétique, en soulignant que le principal adversaire est et demeure « l'impérialisme nazi ». En janvier, on avait même pu craindre qu'il ne fasse lui aussi défection.

L'irruption des chars allemands en France n'a en rien modifié la ligne appliquée depuis l'année précédente. Faisant fi des camarades mobilisés, de la stupeur des exilés et de la colère des antifascistes, la guerre actuelle demeurait étrangère aux communistes. Au printemps déjà, l'interprétation classiste des deux impérialismes s'était drapée dans le souci du rétablissement de la paix et de la défense de la « grande force de paix qu'est l'Union Soviétique », tombant à plat dans une France mobilisée et inquiète. Exclue de la CGT depuis septembre 1939, les syndicalistes communistes se regroupèrent autour de *La Vie Ouvrière*, clandestine, non sans connaître également un malaise intense qui atteignit jusqu'à Julien Racamond, ex dirigeant confédéral. Enfin, l'exploitation médiatique et politique des rares cas de sabotage industriels permis d'aliéner l'opinion contre les communistes, bien que les saboteurs aient été presque toujours trouvés ailleurs.

L'expression communiste s'enracine donc dans la dénonciation du grand capital et des « traîtres » qui ont livré la France, au travers de différents appels diffusés durant l'été. Bien que le champ lexical de certains militants aient pu s'affranchir, modestement, du cadre imposé par la ligne, tels que les appels d'Auguste Havez à Nantes, Charles Tillon à Bordeaux ou Georges Guingouin dans le Limousin, mais pour l'historien Roger Bourderon, ces appels, d'où qu'ils viennent, « illustrent les impasses de la politique communiste de l'été 1940 » où le « slogan de la libération sociale apparaît comme une sorte de palliatif ». Depuis Moscou, dans son journal personnel, Maurice Thorez écrit sa désapprobation des activités de la direction parisienne, bien que les négociations aient été connues et accompagnées par le consulat soviétique. Maurice Tréand, obligé d'endosser la responsabilité collective de ce fourvoiement, fut ostracisé. Le 5 août, une directive mit fin à la démarche malavisée de sortie de la clandestinité, cette aubaine pour une police française alors entièrement dévouée à la chasse aux communistes.

Car le régime de Vichy, inauguré le 10 juillet par le vote des pleins pouvoirs au maréchal Pétain (à l'exception de 176 parlementaires absents, dont les 61 parlementaires communistes déchus de leur mandat depuis le 16 janvier 1940), désigne en les communistes des ennemis intérieurs, dans une totale continuité avec les mesures coercitives héritées de la III^e république. Le 9 avril 1940, le décret Sérol prévoyait l'application de la peine de mort pour les faits de démoralisation de l'armée ou de la nation, des dispositions bientôt étendues, et appliquées, aux communistes. Plusieurs milliers d'arrestations furent opérées en 1940 parmi les militants (148 dans la région bordelaise le 22 novembre). Ils fournirent bientôt la masse des otages passés par les armes en représailles aux activités de la Résistance. À la chasse aux communistes, le nouveau régime ajouta celle des Juifs. Le 4 octobre, une loi identifiait en France des « ressortissants étrangers de race juive » et permettait leur internement.

C'est en effet d'abord contre Vichy, ses lois, son antisémitisme mais aussi sa soumission à l'occupant, que la refondation antifasciste communiste s'acclimate à la période nouvelle. Fin 1940, Georges Politzer publie un appel clandestin intitulé « Aux intellectuels français ». Il exhorte à la création de « comités de résistance » pour combattre « la grande offensive de l'obscurantisme contre la culture française ». Provenant des marges du mouvement communiste, le ton est nouveau mais certain. Comme le souligne Olivier Wiewiorka, l'appareil n'a alors qu'« imparfaitement traduit les attentes d'une base dont une frange entendait dès 1940 témoigner son opposition tant à l'occupation qu'au nazisme ».

Édouard Sill, docteur en histoire contemporaine diplômé de l'EPHE. Chercheur associé au CHS–Mondes Contemporains (UMR 8058)

Bibliographie

Jean-Pierre Azéma, *1940 L'Année noire*, Paris, Fayard, 2010.

Bernhard H. Bayerlein, Mikhaïl Narinski, Brigitte Studer, Serge Wolikow (Dir.), *Moscou-Paris-Berlin. Télégrammes chiffrés du Komintern (1939-1941)*, Paris, Taillandier, 2003.

Jean-Pierre Besse et Claude Penner, *Juin 40. La négociation secrète. Les communistes français et les autorités allemandes*, Paris, Éditions de l'Atelier, 2006.

Jean Pierre Rioux, Antoine Prost, Jean-Pierre Azéma, *Les communistes français, de Munich à Châteaubriant, 1939-1941*, Presses de la Fondation nationale des sciences politiques, 1987.

Chronologie

20 février : Porté déserteur, Maurice Thorez est déchu de sa nationalité française

13 mars : Fin de la « Guerre d'hiver » ; vaincue, la Finlande cède une partie de son territoire à l'Union soviétique

20 mars - 3 avril : procès à huis clos de 44 ex-députés communistes

10 mai : Les armées allemandes attaquent la Belgique, le Luxembourg et les Pays-Bas

15 mai : Les armées allemandes percent le front français à Sedan-

17 juin : Le Maréchal Philippe Pétain annonce aux Français « qu'il faut cesser les combats »-

18 juin : Charles de Gaulle appelle à la résistance depuis Londres-

22 juin : Signature de l'armistice mettant fin aux combats-

10 juillet : Le maréchal Pétain est investi des pleins pouvoirs, la IIIe République est morte, l'État français (« régime de Vichy ») lui succède-

15 - 30 Juillet ? : Diffusion du tract « *Peuple de France* », dit « Appel du 10 juillet » signé par la direction du Parti communiste français-

17 septembre : Ajournement puis abandon de l'attaque amphibie allemande contre la Grande-Bretagne

24 octobre : L'entrevue à Montoire du Maréchal Pétain et d'Adolf Hitler inaugure la collaboration

3 octobre : Promulgation en France de la loi « portant statut des Juifs » qui reconnaît l'existence d'une « race juive » et introduit une première série de mesures discriminatoires-

13 octobre: Arrestation du jeune militant communiste Guy Môquet (16 ans)

9 novembre : Dissolution des syndicats par l'État français

11 novembre : Manifestation patriotique d'étudiants et de lycéens à Paris

23 décembre : Jacques Bonsergent est fusillé à Paris pour outrage à l'armée allemande